

Il était une "Foix" en Ariège.

Les inondations dévastatrices en Ariège.

Publié par : Jean-Jacques Billeau (<https://plus.google.com/+JeanJacquesBilleau09>) le 14/09/2015

Source : <http://armieros.blogspot.fr/2015/09/les-inondations-devastatrices-en-ariege.html>

UNE VISION INVARIABLEMENT APOCALYPTIQUE

Vers 18 heures le samedi 2 août 2014, un violent orage d'une vingtaine de minutes s'est abattu sur le secteur. Très vite, branches, cailloux, ont bloqué l'écoulement naturel du ruisseau de Fontargente, provoquant sa crue et des coulées de boue.

Une vingtaine d'habitations ont été touchées. Il n'y a pas de blessés à déplorer, mais de gros dégâts. Une vingtaine de maisons du village ont été touchées. L'une d'elles est encore inaccessible, entourée par un mètre de boue. Il faudra sans doute plusieurs jours pour que la petite commune redevienne entièrement accessible. Si maintenant les catastrophes sont rares il n'en a pas toujours été ainsi.

Les plus anciennes d'entre elles, non datées, remontent à 1671, mais il faut ensuite attendre 1750, où dès lors ils abondent jusqu'à la Révolution, pour retrouver semblables pièces dans les archives de l'Ancien Régime. Si l'on en croit les procès-verbaux de vérification, certaines communautés semblent «abonnées» à l'inondation. Malgré un déterminisme géographique indubitable, il faut y voir surtout un effet de la richesse et de la notoriété des seigneurs des lieux ainsi portés sur le devant de la scène; ces qualités augmentant sensiblement, et l'implication du seigneur dans la démarche, et ses chances d'aboutir. Typique en la matière fut le cas, au dix-huitième siècle, de la baronnie de Château-Verdun, sur laquelle régnait les marquis de Gudanes, grands maîtres de forges, et, accessoirement, lieutenants du Roi en Languedoc ou diplomates de renom. Ces considérations mises à part, ces enquêtes s'avèrent de véritables mines de renseignements.



1 . Quand l'inondation tourne à la tragédie

Dans la minorité des cas, heureusement, l'inondation a pu se révéler une tragédie humaine et sociale. Dans ces circonstances, aux pertes de récoltes ou de terres, déjà éminemment préjudiciables en des temps qui connaissaient encore la disette, se sont ajoutées des morts d'hommes.

Vers 1671, une lave torrentielle du torrent des Moulines, à Verdun, site coutumier du fait, nonobstant les pertes matérielles immenses, emporte par exemple un troupeau d'ovins ainsi que le berger qui les gardait, témoignant de la violence et de la soudaineté des processus torrentiels en jeu. Mais c'est Miglos, dans

une vallée affluente du Vicdessos, qui a payé à la catastrophe torrentielle le plus lourd tribut humain. Scindé en quatre hameaux établis sur une plaine d'obturation glaciaire, le village et son site constituent aujourd'hui un bucolique paysage montagnard. Les pentes ne sont pas excessives, les «recs» descendant du col de Larnat sont à peine inscrits au creux des vallons, où d'ailleurs ils ne coulent pas la majeure partie de l'année. Pourtant, à deux reprises au moins, transfigurés en des flots dévastateurs, ils balayèrent tout sur leur passage. Le 3 juillet 1750, un mois avant une des plus terribles inondations qui aient ravagé les bassins ariégeois et garonnais, un orage s'abat sur Miglos et Lapège (soulane du Vicdessos).



Il déclenche des phénomènes torrentiels démesurés, réveillant ravines et torrents. Bilan : des décombres des huit maisons et des deux granges emportées à Norrat et Axiat, deux des hameaux de la soulane de Miglos, sont retirés quatorze morts, alors que les dégâts matériels dans la vallée sont extraordinaires. Les cicatrices de cette catastrophe devaient à peine se refermer qu'un nouvel orage s'abattait sur les crêtes séparant la vallée du Vicdessos du Val d'Ariège, le 30 août 1762. Les terroirs situés de part et d'autre de cet interfluve sont véritablement bombardés par la trombe d'eau. Mais c'est encore à Norrat, Axiat et Arquizat, que l'inondation tourne à la tragédie : onze morts sont retirés des huit maisons défoncées par la crue. Ce lieu est véritablement emblématique du caractère catastrophique de la crue classique ou torrentielle dans la montagne ariégeoise sous l'Ancien Régime. C'est le seul exemple, avec le village de Prades-en-Donnezan (versant nord du massif du St-Barthélémy) quelques années plus tard, et selon les données archivistiques, de crues meurtrières aux dix-septième et dix-huitième siècles. C'est d'ailleurs, ici aussi, un météore d'origine orageuse qui, le 21 août 1774, après avoir préalablement dévasté la Haute-Ariège (Mérens, Hospitalet, Ax), s'engouffre par les brèches des cols de Marmare et de Chioula dans la vallée supérieure de l'Hers. Ses eaux, comme celles de la Gardie, un de ses premiers et modestes affluents, grossies monstrueusement, dévalent sur le village de Prades. L'inondation est effroyable. Elle détruit plusieurs maisons, sous les ruines desquelles on retrouvera huit morts .

Le bilan terrible, bien que sans doute fragmentaire, fait donc état dans la montagne ariégeoise, et en moins de vingt-cinq ans (1750-1774), de trente-trois personnes disparues du fait d'inondations ou de crues torrentielles. Paradoxalement cependant, la mort semble moins crainte et tragiquement ressentie que des effets, à première vue secondaires, de l'inondation. Il semblerait qu'en fait, conformément à l'adage, «le plus dur soit pour ceux qui restent»; ce sont les pertes et les dégâts matériels qui demeurent les plus redoutés, et auxquels ont fait le plus de «publicité». Et effectivement, ils se révélèrent souvent exorbitants.

2. Des pertes matérielles écrasantes pour les particuliers

Ainsi, pour s'en tenir aux inondations déjà évoquées, les textes signalent les destructions de vingt-cinq maisons du village de Verdun en 1671 ; de huit maisons, deux granges et un moulin à Miglos, ainsi que

de vingt-cinq maisons à Luzenac le 3 juillet 1750 ; d'un nombre non précisé de maisons « effacées » dans la baronnie de Château-Verdun, de huit masures détruites à Miglos et trois à Aulos, ainsi que du moulin de Lapège, le 30 août 1762. Il semblerait que les inondations consécutives à des averses classiques, même pour les plus dommageables d'entre elles en 1770 et 1772, n'aient majoritairement entraîné que des pertes agricoles. La violence et la soudaineté des processus torrentiels liés aux orages convectifs, la grande compétence des écoulements qu'ils alimentent, expliquent l'étendue des dégâts constatés sur les biens immobiliers dans ce type de configurations météorologiques.



L'ampleur des pertes de récoltes sur pied ou de terres est également édifiante: la moitié de la récolte des grains et vignes, ainsi que douze sétérées de terre (environ 3 hectares), disparaissent à Ornolac le 2 août 1750, et pis encore, cent cinquante sétérées (38 hectares) de terrains auraient été englouties à Miglos le 30 août 1762. Les champs emportés se comptent par dizaines, et sont d'autant plus nombreux que la parcellisation du finage est extrême, ou bien ils sont engraves avec peu d'espoir de remise en valeur, le long des rivières ou des torrents. Les orages estivaux et les inondations d'automne étaient d'autant plus dommageables qu'étant donné la saison, l'impossibilité de réensemencer rendait inévitable la pénurie des grains. Les experts-vérificateurs indiquent ainsi en 1762 que « dans tout le terroir du lieu de Lapège, il n'y a pas une feuille aux arbres, ni une herbe, et qu'il n'y paraît pas plus de vert qu'au mois de février et qu'ils ont eu de la peine à distinguer ce qui avait été semé ». Quant aux ravages des torrents, ils s'avéraient parfois irrémédiables: si les engravements étaient rapidement déblayés et utilisés à la confection des murets de clôture ou de soutènement, les blocs de plusieurs mètres cubes, voire plusieurs dizaines de mètres-cubes, échoués par les laves torrentielles ou les éboulements, étaient pratiquement inexpugnables.

Malgré une ampleur déjà dramatique, l'ensemble des pertes individuelles n'intervenait que pour partie du préjudice total. La gestion de la plus grande partie de l'espace agro-pastoral et des voies de communications étant communautaire, les dommages se situaient également à ce niveau, surimposés à la « ruine » des particuliers.

3. Un coup d'arrêt instantané aux activités et échanges communautaires

A l'inondation détruisant ponts et chemins dans la vallée, s'ajoutaient les effets des phénomènes météorologiques inducteurs sur les forêts, les estives et les chemins qui les desservait (chablis, ravines, engravements, éboulements). Représentant plus des trois quarts de l'espace utilisé, ces parties du terroir ressortissaient à une gestion et à une exploitation communautaire.

Ayant semé, comme nous l'avons vu, la désolation dans plusieurs villages, l'inondation de 1750 emporta aussi deux grands ponts (alors que les quatre autres sont sévèrement endommagés) à Ax, trois autres dans la baronnie de Château-Verdun, dont le pont St-Pierre, « un des plus utiles de la province ». Celle de 1772 en engloutit deux à Tarascon, deux à Arnave, ainsi que ceux de Savignac et d'Alliât. A l'instar des ponts, et même au sein de l'économie autarcique des Pyrénées de l'Ancien Régime, les moulins « bladiers » ou moulins fariniers étaient vitaux, et leur perte ou leur chômage « technique » après les inondations, durement ressenties. Or, toujours en 1750, et pour ajouter à la désolation ambiante,

l'inondation détruisait complètement ceux de Luzenac, Caychax, Axiat et Miglos. Ce fut le tour de celui de Lapège en 1762, de Cabre (Videssos) et de ceux de Mérens en 1772, et de celui du Gravie à Videssos en 1776. Avaient-ils par chance résisté aux flots destructeurs, que les dégradations s'avéraient suffisamment importantes pour perturber sensiblement l'approvisionnement des communautés. C'est ce qui advint à Saurat et au Castelet en 1770, ou à Savignac en 1770 et 1774 (quand les réparations suscitérent une chôme de 4 mois). Ajoutée aux crises frumentaires classiques de l'Ancien Régime, l'inactivité forcée des moulins fariniers, parfois d'ailleurs consécutive à l'inondation qui avait simultanément détruit une bonne partie des récoltes, aggravait une situation invariablement précaire à cette époque.

Quant au délabrement des chemins, notamment ceux qui mènent aux forêts, aux estives et en Espagne, les plus importants (charbonnage, affouage domestique et pour les forges, pacage estival et inter-saisonnier, échanges avec l'Espagne), il constituait une perte également ressentie par tous. Ainsi après les inondations du printemps de 1770, « les chemins d'icelles [les montagnes de Gudanes] sont presque effacés » et cela a « causé pendant six mois la chôme de quatre forges à fer de M. le Marquis de Gudanes, qui font la plus grande partie du revenu de ce seigneur et la subsistance de ses habitants ». Le problème est d'autant plus sensible que le moindre excès d'eau suffit à rendre les chemins impraticables: à Ax et Savignac en 1719, Arnave en 1777 ou Albiès et Lassur en 1782. Qu'une averse relativement importante survienne, et les voilà comblés, obstrués par les arbres déracinés, éboulés, ravinés ou inutilisables du fait des destructions de ponts.



D'autre part, les ravines obstruant les chemins lacéraient et dépréciaient un autre espace communautaire: les bois. Et s'il y a une denrée qui tend à se raréfier dans la montagne ariégeoise au dix-huitième siècle, c'est bien l'arbre. Trente arpents de bois (environ 15 hectares) sont par exemple emportés en 1750 à Charmarty (Luzenac), alors qu'en 1770, une ravine fauche celui du Tentré à Albiès, sur « deux cents arpents de 22 pieds la perche » (une centaine d'hectares!). Quant à celui de la Clau à Aston, il est sévèrement amputé à la même date par « un éboulement d'une contenance considérable ». La perte est d'autant plus irrémédiable dans ces conditions que la majeure partie de la masse ligneuse ainsi abattue est inutilisable, les fûts étant fossilisés par les éboulements qui les entraînent.

Catastrophe, au sens étymologique de « bouleversement », est donc bien le terme adéquat devant de tels événements: catastrophe humaine (mort d'hommes), économique (perte de récoltes; chôme des forges et des moulins de toute sorte : « bladiers », « foulons », « ressecs »; frein à l'exploitation agro-pastorale), et enfin, catastrophe écologique (bois et terrains emportés, ravines béantes, éboulements...). Encore qu'à cette époque incidences écologiques et incidences économiques s'entrecroisent largement. Néanmoins, plusieurs bémols peuvent être apportés à ce tableau apocalyptique. Un doute légitime pèse sur la sincérité des vérificateurs, autochtones la plupart du temps, et eux-mêmes parfois éprouvés en des lieux proches par le phénomène dont ils sont censés évaluer les dégâts. D'autre part, à importance égale, les crues étaient assurément plus dommageables au dix-huitième siècle qu'elles ne le seraient aujourd'hui, du moins dans leurs effets dynamiques et mécaniques: les maisons en torchis, les ponts rarement maçonnés, les chemins étroits et sommairement ouverts, offraient indubitablement une résistance moindre qu'aujourd'hui. Enfin, enregistrés sur des terroirs au finage très parcellisé, et où le moindre lopin était mis en valeur et (sur-)exploité, les dégâts étaient d'autant plus importants. Cela n'enlève rien à

l'impact économique écrasant qu'induisaient ces catastrophes hydrologiques et torrentielles sous l'Ancien Régime. En première réponse existait cependant un dispositif d'indemnisation qui, bien que non systématiquement mis en œuvre ni vraiment efficace, permit ponctuellement de soulager quelque peu les sinistrés.

